

Nouvelles acquisitions : janvier 2023

B 10 Œuvres de caractère général

Cote : [B 11/437](#)



livre, texte

Sacré et droit

Douillard, Julien, 1990-.... (éditeur intellectuel); Institut francophone pour la justice et la démocratie (auteur); Jeusel, Diane (éditeur intellectuel)

Paris : Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2021
258 pages

De nombreuses règles juridiques puisent leur origine dans la religion. Si le droit pénal suffit à s'en convaincre, il faut encore mentionner que la sacralité apparaît de manière implicite ou explicite comme mécanisme de protection des personnes ou des choses. Les principes d'inviolabilité et d'indisponibilité du corps humain, fondement de la protection des personnes, trouvent leur source dans le précepte biblique selon lequel « Dieu a fait l'homme à son image ». Certaines grandes notions du droit public rappellent indéniablement leur origine religieuse, comme la notion de souveraineté. Aujourd'hui, l'élection a remplacé l'onction sacrée. Pourtant, la Nation, qui remplace Dieu comme fondement de tout pouvoir, demeure ce concept immatériel, difficilement objectivable. Les textes les plus fondamentaux de notre droit font d'ailleurs référence à la sacralité pour manifester la protection due à certaines institutions. Ainsi la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 proclame « les droits naturels, inaliénables et sacrés de l'homme » et fait de la propriété « un droit inviolable et sacré ». Le Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 prévoit que « le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion, ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés ».

S'interroger sur le lien entre sacré et droit revient également à prendre en considération la spiritualité, dans son aspect tant confessionnel qu'à travers la pratique religieuse, comme vecteur de normativité en droit français. La séparation des Églises et de l'État en 1905 provoque une redéfinition de ce lien entre sacré et droit. L'État impose un concept de neutralité, il se contraint lui-même à une attitude « passive » vis-à-vis de la pratique religieuse des citoyens. Ce recul de la religion est également caractérisé par la désacralisation progressive de certaines règles de droit, notamment sur les questions familiales, ou encore l'évolution de la catégorie des choses hors du commerce. L'influence du sacré sur le droit évolue en fonction des époques et de la société. Ces exemples non exhaustifs invitent au questionnement sur le sens à donner à cette sacralisation du droit ou cette sacralisation par le droit et sur les liens qu'entretiennent le sacré et le droit.

La frontière entre ces deux notions n'est pas aussi nette qu'elle semble l'être au premier abord, et la réflexion autour de leurs relations est l'objet de ce présent ouvrage.

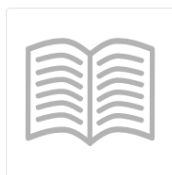
Obtenir Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Emprutable 1 exemplaire

Cote B 11/437
Code-barres 20304920
Statut ● disponible

B 30 Droit civil

Cote : [B 35/286](#)



livre, texte

Goederenrecht

Wylleman, Annelies (auteur); Baeck, Joke (auteur)

Brugge : Die keure, 2023

232 pages

editie 2023

Dit boek bevat het goederenrecht in zijn essentie, zoals het in 2020 grondig hervormd werd. De auteurs willen in een bevattelijke taal en met eigenzinnige beperkte verwijzingen de studenten in het recht en elke jurist die er interesse voor heeft wegwijs maken in deze materie. Wie de essentie vat van hoe het goederenrecht de relatie tussen een burger en zijn goederen regelt, kan verder nadenken over de verdere optimalisering van het goederenrecht. Dit boek wil daartoe een aanzet zijn.

Belgique

Obtenir Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Emprutable 1 exemplaire

Cote B 35/286
Code-barres 20304893
Note générale Egalement disponible en ligne sur Jurisquare
Statut ● disponible

Cote : [B 38/347](#)



livre, texte

Les entreprises à l'épreuve du droit de la responsabilité civile extracontractuelle

Colson, Pauline, 19...-..., juriste (éditeur intellectuel); Van Damme, Nicolas (auteur); Durliau, Alexandre, 19...-..., avocat (auteur); Gollier, Jean-Marc (auteur)

Bruxelles : Larcier, 2022

162 pages

Collection UB3; vol. 98

Comment les règles de la responsabilité civile extracontractuelle sont-elles appréhendées lorsque l'auteur de la faute est une entreprise ou l'administrateur d'une société? Telle est la question à laquelle cet ouvrage propose de répondre.

Elle sera abordée sous trois angles. Le premier consiste à s'interroger sur la responsabilité des administrateurs de sociétés pour les dettes fiscales et sociales de la société non seulement sous l'angle des articles 1382 et 1383 de l'ancien Code civil, mais aussi sous celui de l'article 2:56 du Code des sociétés et des associations.

Le deuxième sujet abordera la responsabilité sociale ou sociétale des entreprises qui est née aux États-Unis dans les années 1950 et qui est devenue un véritable instrument de marketing et d'engagement volontaire des entreprises. Enfin, les nouvelles obligations qui pèsent sur les administrateurs pour prévenir les difficultés et les responsabilités particulières en cas de faillite subséquente seront abordées dans un troisième temps.

Les trois contributions traitent de ces questions particulières du droit de la responsabilité civile extracontractuelle de manière rigoureuse et systématique en se fondant notamment sur une analyse fouillée de la jurisprudence, offrant ainsi des réponses concrètes et des pistes de réflexions particulièrement utiles à tous les praticiens de cette matière.

Belgique

Obtenir Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Empruntable 1 exemplaire

Cote	B 38/347
Code-barres	20304882
Note générale	Egalement disponible en ligne sur Strada Lex
Statut	● disponible

B 50 Droit commercial

Cote : [B 55/95](#)



livre, texte

Sûretés et procédures d'insolvabilité : le nerf de la guerre

Toussaint, Albane (éditeur intellectuel); Standaert, Clément (auteur); George, Florence, 1986-... (éditeur intellectuel)

Limal : Anthemis, 2022

200 pages

Dans le cadre de cet ouvrage, le comité de la revue Bulletin de la procédure et des voies d'exécution a souhaité s'intéresser aux sûretés et aux procédures d'insolvabilité.

Dans un premier temps, les récents développements législatifs et jurisprudentiels relatifs aux sûretés réelles mobilières sont examinés.

Ensuite, les auteurs se penchent sur l'incidence des différentes procédures d'insolvabilité (règlement collectif de dettes, procédure de réorganisation judiciaire, faillite, dissolution judiciaire...) sur ces sûretés.

Cet ouvrage est, enfin, l'occasion de faire le point sur le rang occupé par les différents créanciers dans le cadre de ces procédures. Il propose ainsi un tour d'horizon de la situation à travers des problématiques actuelles.

Obtenir Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Empruntable 1 exemplaire

Cote	B 55/95
Code-barres	20304916
Note générale	Egalement disponible en ligne sur Jurisquare
Statut	● disponible

B 90 Droit des assurances

Cote : [B 90/127](#)



livre, texte

L'indemnisation des victimes faibles d'accidents de circulation : l'article 29bis

Rode, Hélène de (auteur)

Limal : Anthemis, 2023

120 pages

2e édition

Inscrit par la loi du 30 mars 1994 dans la loi relative à l'assurance RC automobile obligatoire, l'article 29bis a pris une importance majeure dans le droit de la réparation des accidents de circulation.

Qualifié de révolutionnaire, il n'a cessé de provoquer critiques et controverses, et ce dès sa publication, faisant récemment l'objet de nouvelles modifications législatives introduites par les lois du 31 mai 2017, du 2 mai 2019 et du 2 février 2021, de colloques universitaires, d'arrêts de la Cour constitutionnelle et d'un nombre toujours plus impressionnant de jugements, arrêts et articles de doctrine.

Le débat le plus récurrent a notamment trait à la nature juridique du régime introduit par cet article : s'agit-il d'une forme d'assurance directe en faveur des victimes protégées ou d'une nouvelle responsabilité objective liée au risque que représente la circulation routière ?

Tenant compte de ces dernières évolutions, cette nouvelle édition nous livre :

une mise à jour des conditions d'application de la disposition étudiée, de ses effets, du rôle du droit commun dans les réclamations des victimes protégées, des différents recours et de la question du contentieux, des aspects de droit international privé.

Le présent ouvrage intéressera particulièrement les spécialistes en droit des assurances mais également toute personne confrontée à un accident de roulage dans lequel des usagers faibles sont impliqués.

Belgique

Obtenir Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Empruntable 1 exemplaire

Cote B 90/127
Code-barres 20304915
Note générale Egalement disponible en ligne sur Jurisquare
Statut ● disponible

C 70 Droit judiciaire

Cote : [C 74/190](#)



livre, texte

Droit du procès civil : volume 3 : les procédures accélérées ; les voies de recours ; les actions collectives

Englebert, Jacques, 19... (éditeur intellectuel); Lophem, Evrard de (contributeur - collaborateur); Taton, Xavier (éditeur intellectuel)

Limal : Anthemis, 2022

396 pages

Le Droit du procès civil expose l'ensemble des règles qui régissent le procès civil de droit commun, depuis l'introduction de la procédure jusqu'à son issue, le cas échéant après l'épuisement des voies de recours.

Au fil des années, le support écrit du cours de droit du procès civil s'est sensiblement enrichi, ce qui a conduit les auteurs à penser que son contenu était de nature à intéresser autant les étudiants que les praticiens du droit.

L'approche se veut résolument concrète, la théorie exposée étant systématiquement confrontée à sa mise en œuvre pratique.

Les auteurs cumulent tous une tâche académique d'enseignement ou de recherche scientifique avec une activité professionnelle au barreau, dans les domaines les plus divers et dans des structures très variées, disposant ainsi d'un très vaste champ d'expériences.

Expérimentant au quotidien la mise en application de la procédure par les acteurs de terrain, devant l'ensemble des juridictions (de paix et de police, d'instance, d'appel et de cassation), les auteurs appréhendent pleinement toutes les règles du procès civil.

C'est le fruit de leurs pratiques et de leurs enseignements cumulés qu'ils mettent, dans ce précis, à la disposition de tous les juristes intéressés par le procès civil.

Les sujets traités dans ce volume recouvrent trois thèmes :

- le 'procès accéléré' sous toutes ses formes (référé, requête unilatérale, comme en référé et mesures provisoires sur le fondement de l'article 19, alinéa 3, du Code judiciaire) ;

- les recours extraordinaires ;

- la 'procédure collective' (l'action d'intérêt collectif et l'action en réparation collective).

Pour chacune de ces procédures spécifiques toutes les évolutions (législatives et jurisprudentielles) récentes et tous les projets annoncés sont intégrés dans une analyse approfondie, chronologique et fonctionnelle.

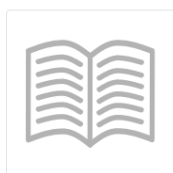
Obtenir Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Prêt non autorisé 1 exemplaire

Cote C 74/190
Code-barres 20304919
Note générale Egalement disponible en ligne sur Jurisquare
Statut ● disponible

D 11 Droit pénal spécial

Cote : [D 110/48](#)



livre, texte

Actualités en matière de droit pénal sexuel

Colson, Pauline, 19...-...., juriste (éditeur intellectuel); Delhaise, Élise (contributeur - collaborateur); Colette-Basecqz, Nathalie, 1969-.... (contributeur - collaborateur); Henrion, Thomas, 19...-...., juriste (contributeur - collaborateur)

Limal : Anthemis, 2022

118 pages

La réforme du droit pénal sexuel a donné lieu à une loi du 21 mars 2022, entrée en vigueur le 1er juin 2022. De nouvelles dispositions ont été insérées dans le titre VIII du livre 2 du Code pénal, sous de nouveaux chapitres, sections et sous-sections. Cette législation traite désormais des infractions portant atteinte à l'intégrité sexuelle, au droit à l'autodétermination sexuelle et aux bonnes mœurs, ainsi que de l'abus de la prostitution.

Des changements majeurs ont été opérés, notamment au niveau des qualifications pénales et des peines. Ces dernières ont été considérablement renforcées.

Par ailleurs, la notion de consentement fait à présent l'objet d'une définition légale.

Les contributions visent à présenter de façon précise et nuancée les éléments constitutifs des nouvelles infractions sexuelles, ainsi que les peines, en les comparant avec la législation antérieure.

Obtenir Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Empruntable 2 exemplaires

Cote	D 110/48
Code-barres	20304895
Note générale	Egalement disponible en ligne sur Jurisquare
Statut	● disponible

Cote : [D 111/75](#)



livre, texte

Le droit de la circulation routière en pratique

Dewit, Bernard (éditeur intellectuel); Alexandre, Ariane, 19...-.... (auteur); Van Gheluwe, Catherine (éditeur intellectuel)

Bruxelles : Larcier, 2022

240 pages

La matière du droit de la circulation routière, très vaste, de plus en plus complexe et compliquée, contient de nombreuses particularités, ou opportunités, qui ne sont souvent connues que de quelques spécialistes qui eux-mêmes sont parfois bien en peine de donner des réponses claires à leurs clients.

Le présent ouvrage vise à combler certaines de ces lacunes en mettant en lumière des aspects jusqu'ici méconnus ou des mécanismes peu usités, dans une optique résolument pratique, en faisant appel aux contributions de divers acteurs : juge, membre du Parquet, avocats, psychologues et formatrices VIAS.

L'espoir des auteurs est que l'ouvrage devienne un véritable outil de travail du quotidien des praticiens, avocats et magistrats.

L'ouvrage réunit les contributions présentées lors du colloque organisé par la Conférence du jeune barreau de Bruxelles le 15 décembre 2022.

Obtenir Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Empruntable 1 exemplaire

Cote	D 111/75
Code-barres	20304883
Note générale	Egalement disponible en ligne sur Strada Lex
Statut	● disponible

D 12 Procédure pénale

Cote : [D 123/18](#)



livre, texte

De sluier rond anonimiteit

De Pauw, Kristof (éditeur intellectuel); Goossens, Franky (éditeur intellectuel); Verspeelt, Frederik (éditeur intellectuel)

Brugge : die Keure, 2022

508 pages

In het Belgische strafprocesrecht en politierecht is voor de politie dan wel de burger een bepaalde identiteits-, privacy- en persoonsgegevensafscherming ingeschreven. In het voorliggende verzamelwerk – waarin een en ander gecapteerd wordt onder de globale noemer 'anonimiteit' – wordt in 14 hoofdstukken deze regelgeving geschetst.

In de hoofdstukken I, II, III en IV worden de afschermingsregelingen uit het Wetboek van Strafvordering toegelicht. Onder meer de volgende onderwerpen komen hierbij aan bod: de anonieme aangifte en anonieme verklaringen; anonimiteit van intervenanten en gegevensafscherming bij de toegang tot het strafdossier; gegevensafscherming bij het gebruik van bijzondere opsporingsmethoden (BOM) en bij online-infiltratie; gedeeltelijke en volledige anonieme getuigenissen; de bescherming van bedreigde personen die een openbaar ambt uitoefenen; de afscherming van (bepaalde) identiteitsgegevens van (bepaalde) leden van de politiediensten.

In de hoofdstukken V, VI, VII, VIII, IX en X worden dan weer relevante topics uit of in relatie tot de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt (Wet Politieambt) geduid. In concreto gaat het respectievelijk om: 1) de identificatie- en legitimatieplicht voor het operationeel kader van de geïntegreerde politie (art. 41 Wet Politieambt); 2) de bescherming tegen publieke nieuwsgierigheid (art. 35 Wet Politieambt); 3) het filmen en/of fotograferen van politieambten; 4) de camerawetgeving; 5) de verwerking van persoonsgegevens voor opdrachten van bestuurlijke en gerechtelijke politie, in het licht van de recente Europese ontwikkelingen ter zake en 6) internetpatrouilleren in het kader van bestuurlijke politie.

Vermits niet alleen de geïntegreerde politie bijdraagt tot de realisatie van de zogenaamde 'politiefunctie' wordt in de hoofdstukken XI en XII ook ingegaan op enkele bijzonderheden op het vlak van anonimiteit in de wereld van de veiligheids- en inlichtingendiensten respectievelijk de bijzondere inspectiediensten (BID's), meer bepaald deze actief in de handhaving van het sociaal strafrecht.

De hoofdstukken XIII en XIV die zich situeren in het toezicht op (onder meer) de politie, bieden dan weer een inkijk op anonimiteit bij de federale Ombudsman respectievelijk het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten (Vast Comité P). Hierbij wordt onder meer kort ingegaan op het fenomeen van het klokkenluiden. Een schematische voorstelling van het gros van de behandelde afschermingsregimes rondt het geheel af.

Veel van de besproken regelgeving is zeer recent. Het thema van het filmen en fotograferen van politiebeamten is bovendien nog volop in beweging. Het komt ons dan ook voor dat met dit verzamelwerk een brandend actueel boek voorligt.

De stof werd bijgehouden tot en met 15 augustus 2022.

Obtenir Description

UNamur - Droit: Bibliothèque	Empruntable	1 exemplaire
Cote	D 123/18	
Code-barres	20304894	
Note générale	Egalement disponible en ligne sur Jurisquare	
Statut	● disponible	

D 20 Droit social

Cote : [D 22/229](#)



livre, texte

Les juridictions du travail et le contentieux de la sécurité sociale : une analyse historico-juridique

Van de Woestijne, Jasper (auteur); Dumont, Daniel (auteur d'une préface); Gilson, Steve (auteur de l'introduction, etc. [aui])

Limal : Anthemis, 2022

140 pages

Collection Perspectives de droit social

Une analyse des litiges en matière de sécurité sociale permettant d'étudier l'évolution des juridictions du travail. Il y a plus de 50 ans, le Code judiciaire (1967) instituait les cours et les tribunaux du travail. Cette réforme a marqué l'entrée dans la maturité de la jurisprudence du travail en Belgique. Mais les juridictions du travail nouvellement créées n'ont pas reçu seulement pour tâche de trancher les litiges relatifs à la relation de travail. Elles ont également reçu la compétence de traiter l'ensemble du contentieux de la sécurité sociale, alors éclaté entre de très nombreuses juridictions et commissions administratives. Si nous y sommes aujourd'hui habitués, ce choix n'avait pourtant rien d'évident. Après tout, nous avons affaire à deux branches du droit très différentes : relevant du droit privé, le droit du travail concerne les relations entre travailleurs et employeurs, tandis que, province du droit public, le droit de la sécurité sociale a trait aux relations entre les assurés sociaux et les institutions.

Dans cet ouvrage passionnant, l'auteur revient sur le processus qui a conduit le législateur, il y a un peu plus d'un demi-siècle, à attribuer aux juridictions du travail la compétence du contentieux de la sécurité sociale. Il reconstitue aussi les motivations de ce choix, rangé à l'époque sous le sceau de l'« unité du droit social ». Enfin, il pose la question de savoir si ce choix fait toujours sens aujourd'hui, en particulier du point de vue de la protection des justiciables. Solidement documenté tout en étant très accessible, ce livre intéressera au premier plan tous les férus de droit social, d'histoire et de justice.

Obtenir Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Empruntable 1 exemplaire

Cote D 22/229
Code-barres 20304917
Note générale Egalement disponible en ligne sur Jurisquare
Statut ● disponible

Droit public, droit administratif, droit constitutionnel

DA 3 Contrats administratifs

Cote : [DA 3/53](#)



livre, texte

Mémento des marchés publics et PPP 2023

Thiel, Patrick (auteur)

Liège : Wolters Kluwer, 2023

22e édition

Le Mémento des marchés publics et des PPP présente de manière claire et structurée la méthode des pouvoirs publics pour effectuer des travaux, acheter des biens et des services ou réaliser des opérations analogues.

Il expose aussi les principales techniques de Partenariat Public-Privé, phénomène d'intérêt croissant permettant de réaliser des objectifs d'intérêt public qui appréhendent différemment la question des risques et des prix.

Obtenir Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Empruntable 1 exemplaire

Cote DA 3/56
Unité V.1
Code-barres 20304896
Statut ● disponible

Vulnérabilités et Sociétés

VS 70 Radicalisme

Cote : [VS 70/13](#)



livre, texte

Convictions et pratiques religieuses à l'épreuve du droit : originalité du droit français confronté à quelques thématiques contemporaines

[Pousson, Alain, 19.-.....](#) (auteur); [Pousson-Petit, Jacqueline, 19.-.....](#), juriste (auteur)

Toulouse : Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2022

560 pages

Nombreux sont les ouvrages consacrés à la laïcité et plus généralement à la place des religions dans un État démocratique, mais leur vision est trop souvent parcellaire ou orientée. À la lueur du droit international privé, du droit européen et du droit comparé cet ouvrage tente de démontrer l'originalité des réponses juridiques françaises confrontées aux problématiques actuelles. Avec un regard critique les différentes études, à la fois théoriques et pratiques, s'interrogent sur les nouvelles interprétations des concepts tels que la laïcité, la neutralité du service public, le vivre ensemble... et sur l'opportunité de certaines solutions. Elles dénoncent également les dérives de la radicalisation normative et jurisprudentielle perceptible dans toutes les branches du droit et proposent des accommodements raisonnables pour y remédier. [Afficher moins](#)

Obtenir

Description

Champs locaux

Ajouter

UNamur - Droit: VS		Empruntable	
Code-barres:	20304889		
Cote:	VS 70/13		
Statut:	● retour prévu le 14/03/2023		

Droit européen

AE 101 Droits de l'homme

Cote : [AE 101/519](#)



livre, texte

Les juges européens face aux migrations = The European Judges Faced with Migrations

[Ferrero, Julie, 19.-.....](#), juriste (éditeur intellectuel); [Neri, Kiara, 19.-.....](#) (éditeur intellectuel)

Limal : Anthemis, 2022

412 pages

Collection Droit & justice; vol. 122

Les vagues successives de migrations vers l'Europe ont, au-delà des passions qu'elles suscitent, généré de nombreux défis pour le droit. La problématique migratoire se situe au carrefour d'enjeux majeurs et parfois contradictoires renvoyant dos à dos le respect dû à souveraineté de l'État et la nécessité de protéger les droits humains. Protection des frontières étatiques, règles relatives à l'attribution de la nationalité ou encore invocation de l'intégrité territoriale vont se heurter à l'exigence de respect des engagements internationaux et aux garanties accordées à la personne humaine par le droit de la mer, le droit des réfugiés ou le droit international des droits de l'homme.

Face à de tels enjeux, les juges se trouvent propulsés à la croisée des défis évoqués.

Le présent ouvrage a pour objectif de mettre en lumière les modalités d'exercice de l'office des juges européens lato sensu en matière migratoire pour comprendre comment, dans cet enchevêtrement de textes, de contraintes et parfois de contradictions, le juge détermine, organise et articule le droit applicable, voire construit des politiques jurisprudentielles qui complètent ou concurrencent les politiques nationales et/ou européennes. L'ouvrage s'articule autour de trois thématiques essentielles : la compétence des juges européens (partie 1), leurs méthodes (partie 2) et leur jurisprudence (partie 3).

Obtenir

Description

UNamur - Droit: Bibliothèque		Empruntable		1 exemplaire	
Cote	AE 101/519				
Code-barres	20304914				
Statut	● disponible				

Droit international

AI 80 Droit comparé

Cote : [AI 80/259](#)



livre, texte

Business, Religion and the Law : Church and Business Autonomy in The Secular Economy

Corsalini, Matteo (auteur)
London : Routledge, 2022
204 pages

This book investigates the intersection between business and religion from a legal perspective. Taking a fresh look at some of the most compelling literature in law and religion, it proposes a rethinking of what scholars on both sides of the Atlantic have dubbed "church autonomy" or, more recently, "corporate religious freedom". The volume explores how, in the wake of a decade of US Supreme Court case law, corporate religious freedom is now increasingly being extended to protect the religious liberty of another corporate entity: the for-profit corporation. By exposing this shift from church to business autonomy in American law, it is argued that a similar narrative has also begun to take place in Europe. Through a comparative and interdisciplinary approach to corporate religious freedom, the work provides the reader with a new, comprehensive, and easily accessible history of the genesis and evolution of this legal category in American and European law. The book combines material that straddles international law and religion, corporate law, and economic theory. The diversity of views contained within it makes it a valuable resource for scholars and students in law and religion, corporate social responsibility, and law and economics.

Obtenir Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Empruntable 1 exemplaire

Cote AI 80/259
Code-barres 20304927
Statut ● disponible

Cote : [AI 80/260](#)



livre, texte

The Church and Employment Law : a Comparative Analysis of The Legal Status of Clergy and Religious Workers

Duddington, John (auteur)
London : Routledge, 2022
300 pages

This book examines the current law on the employment status of ministers of religion together with religious workers and volunteers and suggests reforms in this area of the law to meet the need for ministers to be given a degree of employment protection. It also considers the constant theme in Christian history that the clergy should not be subject to the ordinary courts and asks whether this is justified with the growth of areas such as employment law. The work questions whether it is possible to arrive at a satisfactory definition of who is a minister of religion and, along with this, who would be the employer of the minister if there was a contract of employment. Taking a comparative perspective, it evaluates the case law on the employment status of Christian and non-Christian clergy and assesses whether this shows any coherent theme or line of development. The work also considers the issue of ministerial employment status against the background of the autonomy of churches and other religious bodies from the State, together with their ecclesiology. The book will be of interest to academics and researchers working in the areas of law and religion, employment law and religious studies, together with both legal practitioners and human resources practitioners in these areas.

Obtenir Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Empruntable 1 exemplaire

Cote AI 80/260
Code-barres 20304926
Statut ● disponible